

**Ambassade de France en Belgique  
Service économique de Bruxelles**

## Les relations économiques entre la France et le Luxembourg

*Résumé : la France est le 3<sup>e</sup> fournisseur et le 2<sup>e</sup> client du Luxembourg, vis-à-vis duquel elle présente un excédent commercial structurel (897 M€ en 2019). De même, les échanges de services (près de quatre fois supérieurs à ceux des biens) enregistrent un excédent de 2,8 Md€. La baisse du volume d'échange de biens et de l'excédent bilatéral enregistrée en 2019 se poursuit en 2020 sous l'effet de la crise sanitaire et économique, qui fragilise le secteur industriel, très présent dans les échanges bilatéraux. Malgré une forte baisse du flux d'IDE en provenance du Luxembourg en 2019, le Grand-duché demeure le premier investisseur en France par pays d'origine immédiate, avec un stock de 152 Md€. La France dispose également d'une forte présence au Luxembourg, notamment dans les services financiers, avec 15 banques implantées. En outre, les travailleurs transfrontaliers français représentent près d'un quart de la main-d'œuvre et plus de la moitié des 210 000 transfrontaliers employés au Luxembourg.*

### 1. L'excédent commercial français et le volume d'échange de biens avec le Luxembourg, en baisse depuis 2019, souffrent du ralentissement industriel provoqué par la crise.

Malgré de faibles volumes d'échanges, le Luxembourg contribue positivement au solde commercial français.

**Selon les douanes françaises, avec 2,5 Md€ d'exportations et 1,6 Md€ d'importations de biens, le volume d'échange bilatéral s'élève en 2019 à 4,1 Md€. La France présente un excédent de 897 M€<sup>1</sup>, qui repose principalement sur l'industrie agroalimentaire (excédent sectoriel de 320 M€), la vente d'aéronefs (+246 M€) et les déchets industriels (+206 M€). Le Luxembourg constitue le 14<sup>e</sup> excédent bilatéral français sur les douze derniers mois (septembre 2019 – octobre 2020). D'après Statec, la France est le 3<sup>e</sup> fournisseur du Luxembourg (avec une part de marché de 11,6%, derrière la Belgique - 35,7% - et l'Allemagne - 25,6%), et son 2<sup>e</sup> client (16% des exportations luxembourgeoises, derrière l'Allemagne - 26% - et devant la Belgique - 12%).**

**L'excédent commercial français vis-à-vis du Luxembourg a chuté de 23% en 2019 (-270 M€), en raison d'une hausse des importations de 2,7% (+42 M€) conjuguée à une baisse des exportations de 8,3% (-228 M€).** Trois secteurs majeurs dans le commerce bilatéral sont marqués par cet effet de ciseau : les **aéronefs et engins spatiaux** (baisse des exportations de 260 M€, hausse des importations d'un million d'euros par rapport à 2018<sup>2</sup>), les **produits sidérurgiques de base** (baisse des exportations de 81 M€, hausse des importations de 23 M€) et les **véhicules automobiles** (baisse des exportations de 20 M€, hausse des importations de 18 M€).

**Concernant les services, le volume d'échange bilatéral s'élève, selon la Banque de France, à 15,3 Md€ en 2019, dont 6,2 Md€ d'importations et 9,1 Md€ d'exportations. La balance des services vis-à-vis du Luxembourg est donc excédentaire<sup>3</sup> (+2,8 Md€, en hausse d'un milliard d'euros par rapport à 2018).**

Principalement interbranche, le commerce de biens franco-luxembourgeois est marqué par la prépondérance de biens industriels.

Les secteurs ayant le plus de poids dans les échanges franco-luxembourgeois sont les **produits sidérurgiques de base et ferroalliage** (10% du volume d'échange en 2019), seul secteur faisant l'objet d'un commerce intrabranche significatif<sup>4</sup>, les **déchets industriels non dangereux** (7% du volume d'échange) et les **aéronefs et engins spatiaux** (6%). Les principaux postes d'exportation sont les **aéronefs et engins spatiaux** (10,1% des exportations vers le Luxembourg en 2019), les **déchets industriels non dangereux** (9,8%) et les **produits sidérurgiques de base et**

<sup>1</sup> Il est de 239 M€ si l'on considère les statistiques de Statec, qui privilégie le concept du dernier pays de provenance, ce qui contribue à gonfler artificiellement le volume des importations françaises en provenance du Luxembourg.

<sup>2</sup> Année qui avait été marquée par la commande du satellite SES-18 par la société luxembourgeoise SES auprès d'Airbus Space Systems

<sup>3</sup> Selon Statec, le Luxembourg est au contraire excédentaire dans ses échanges de services avec la France (+5 Md€).

<sup>4</sup> Probablement en raison des échanges intrafirme d'ArcelorMittal

**ferroalliages** (8,1%). Les principaux postes d'importation sont les **produits sidérurgiques de base** (13,6% des importations) et les **véhicules automobiles** (8,7%).

[Le premier semestre de 2020 est marqué par une forte diminution du volume d'échange et de l'excédent commercial par rapport au premier semestre 2019.](#)

**La baisse du volume d'échange total vis-à-vis de 2018 qui avait été enregistrée en 2019 (-178 M€, -4,3%) s'est poursuivie avec la crise sanitaire et économique.** En effet, le commerce de biens avec le Luxembourg de janvier à juillet 2020 est inférieur de **566 M€** par rapport à la même période en 2019 (**baisse de 23%**).

Par ailleurs, **le ralentissement de l'industrie a entraîné une baisse annuelle de 60% de l'excédent commercial français sur les sept premiers mois de 2020** (passant de +534 M€ sur la période en 2019 à 214 M€ en 2020). De fait, les commandes industrielles luxembourgeoises se sont tariées au cours du premier semestre : les exportations d'aéronefs et d'engins spatiaux sont nulles (elles étaient de 145 M€ entre janvier et juillet 2019), les ventes de produits sidérurgiques ont été divisées par deux (passant de 134 M€ à 68 M€), celles de produits du raffinage de pétrole ont diminué de 40 M€ environ (passant de 94 M€ à 49 M€).

**2. La France et le Luxembourg entretiennent des relations économiques étroites, avec des flux d'investissements directs à l'étranger (IDE) réciproques importants et une forte présence entrepreneuriale française dans le Grand-duché.**

[Le Luxembourg, premier investisseur étranger en France par pays d'origine immédiate en raison des nombreuses holdings sur son territoire, est 5<sup>e</sup> concernant les investissements par pays d'origine ultime.](#)

**Le Luxembourg est le premier investisseur étranger en France par pays d'origine immédiate, avec un stock d'IDE de 152 Md€ en 2019**, devant les Pays-Bas (104 Md€) et le Royaume-Uni (103 Md€). En revanche, il possède le 5<sup>e</sup> stock d'IDE en France par pays de l'investisseur ultime en 2018, avec 71 Md€, derrière notamment les États-Unis (141 Md€) et la Suisse (82 Md€). **Le flux annuel d'IDE luxembourgeois en France sont variables** : négatif en 2017 (-7 Md€), le flux a atteint +19 Md€ en 2018 puis est redescendu à 0,2 Md€ en 2019.

[La France est très présente au Luxembourg, notamment dans le secteur financier et sur le marché du travail.](#)

**Le Luxembourg est la 7<sup>e</sup> destination des IDE français, avec un stock de 56 Md€ en 2019.** Le flux d'IDE français à destination du Luxembourg s'élève à 6 Md€, en légère hausse par rapport à 2018 (4 Md€). En 2016, selon l'Insee, **le Luxembourg comptait environ 780 filiales françaises employant 21 500 salariés et réalisant un chiffre d'affaires total de 8,4 Md€.** Les filiales françaises au Luxembourg sont principalement actives dans les **services financiers et d'assurances** (15 banques françaises implantées, derrière l'Allemagne avec 24 banques). Deux entreprises françaises se classent parmi les principaux employeurs du pays<sup>5</sup> : **BGL BNP Paribas** (5<sup>e</sup> employeur avec 3 800 salariés) et **Sodexo** (12<sup>e</sup> avec 2 350 employés). Outre cette forte présence entrepreneuriale, un quart de la main-d'œuvre locale est constituée de travailleurs transfrontaliers français. Ces derniers représentent plus de la moitié des 210 000 travailleurs transfrontaliers exerçant au Luxembourg.

**3. La moindre ampleur de la récession au Luxembourg pourrait limiter l'érosion du commerce bilatéral, bien que la fragilité du secteur industriel dans le contexte actuel soit de nature à affecter sévèrement les exportations françaises.**

**Pour l'année 2020, l'OCDE prévoit une récession moins importante au Luxembourg que la moyenne des pays membres de l'Organisation.** En effet, selon le scénario du choc unique, la récession est estimée à **-6,5% du PIB réel au Luxembourg<sup>6</sup>**, contre **-7,5% pour l'OCDE** (-11,4% pour la France). La demande intérieure du Luxembourg devrait en revanche continuer à croître en 2020 et en 2021 à un rythme de 2,6%, supérieur à celui de la moyenne des pays de l'OCDE (1,7% en 2020 et 1,9% en 2021). Ces deux indicateurs sont de nature à contenir la baisse des exportations françaises vers le Grand-duché. **Cependant, il convient de rester prudent car ces dernières sont principalement tournées vers l'industrie et les biens manufacturés, particulièrement touchés par la crise.**

<sup>5</sup> Source : Statec, 1<sup>er</sup> janvier 2020

<sup>6</sup> Les estimations de Statec diffèrent : l'institut de statistiques luxembourgeois prévoit, pour 2020, une baisse du PIB de 6%, puis une reprise de 7% en 2021.

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique (adresser les demandes à [bruxelles@dgtresor.gouv.fr](mailto:bruxelles@dgtresor.gouv.fr))

**Clause de non-responsabilité**

Le service économique de Bruxelles s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Auteur** : Service économique de Bruxelles

**Adresse** : Ambassade de France  
38, rue de la Loi - 1040 Bruxelles

[www.tresor.economie.gouv.fr](http://www.tresor.economie.gouv.fr)

Version du 24 novembre 2020

### Annexe 1

#### Secteurs les plus représentés dans les échanges de biens France-Luxembourg en 2019 (en M€, hors matériel militaire)

	Exportations	Importations	Volume d'échange	Part dans le volume d'échange total (en %)
1. Produits sidérurgiques de base et ferroalliage	204	219	423	10,28
2. Déchets non dangereux (déchets industriels)	245	39	284	6,90
3. Aéronefs et engins spatiaux	252	6	258	6,27
4. Véhicules automobiles	84	140	224	5,45
5. Produits laitiers et fromages	191	37	228	5,54
6. Produits du raffinage du pétrole	157	2	159	3,87
7. Papier et carton	73	66	139	3,38
8. Autres produits en matières plastiques	19	84	103	2,50

Données : DGDDI, calculs : SE de Bruxelles

### Annexe 2

#### Variation du volume d'échange de biens France-Luxembourg entre 2018 et 2019 (en M€, hors matériel militaire)

	2018	2019	Variation annuelle - en M€ - en %
Exportations françaises au Luxembourg	2 733	2 505	-228 -8,34%
Importations françaises du Luxembourg	1 566	1 608	+42 +2,68%
Volume des échanges Fra-Lu	4 299	4 113	-186 -4,33%
Solde commercial	1 167	897	-270 -23,14%

Données : DGDDI, calculs : SE de Bruxelles

**Annexe 3**

**Stock d'IDE en France par pays d'origine  
immédiate (2019)**

	Md€
<b>1. Luxembourg</b>	<b>152</b>
2. Pays-Bas	104
3. Royaume-Uni	103
4. Suisse	92
5. Allemagne	74
6. Etats-Unis	58
7. Belgique	54
8. Italie	26
9. Espagne	25
10. Japon	13

Source : Banque de France

**Annexe 4 :**

**Stock d'IDE en France par pays de  
l'investisseur ultime (2019)**

	Md€
1. États-Unis	141
2. Suisse	82
3. Royaume-Uni	81
4. Allemagne	79
<b>5. Luxembourg</b>	<b>71</b>
6. Belgique	42
7. Pays-Bas	30
8. Italie	27
9. Espagne	19
10. Japon	16

Source : Banque de France